



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Solvency Funding Relief Regulations

Règlement sur l'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité des régimes à prestations déterminées

SOR/2006-275

DORS/2006-275

Current to October 2, 2024

À jour au 2 octobre 2024

Last amended on April 1, 2015

Dernière modification le 1 avril 2015

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to October 2, 2024. The last amendments came into force on April 1, 2015. Any amendments that were not in force as of October 2, 2024 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 2 octobre 2024. Les dernières modifications sont entrées en vigueur le 1 avril 2015. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 2 octobre 2024 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Solvency Funding Relief Regulations

1	Interpretation
2	Application
5	PART 1 New Five-year Funding
5	General Funding Rules
5.1	PART 2 New 10-year Funding
5.1	General Funding Rules
7	Multi-employer Pension Plan
8	Information To Be Provided to Beneficiaries
10	Documents and Information To Be Filed with Superintendent
11	Prescribed Solvency Ratio
12	New Solvency Deficiency
13	Termination of Plan
14	Ceasing 10-year Funding
15	Calculating Surplus
16	Plan with Surplus
17	Plan Without Surplus
18	Crown Corporations

TABLE ANALYTIQUE

Règlement sur l'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité des régimes à prestations déterminées

1	Définitions
2	Application
5	PARTIE 1 Nouvelle capitalisation sur cinq ans
5	Règles générales de capitalisation
5.1	PARTIE 2 Nouvelle capitalisation sur dix ans
5.1	Règles générales de capitalisation
7	Régime interentreprises
8	Renseignements communiqués aux bénéficiaires
10	Documents et renseignements déposés auprès du surintendant
11	Seuil de solvabilité
12	Nouveau déficit de solvabilité
13	Cessation du régime
14	Retrait d'une capitalisation sur dix ans
15	Calcul de l'excédent
16	Régime excédentaire
17	Régime non excédentaire
18	Sociétés d'État

18.1	PART 3	18.1	PARTIE 3
	10-year Funding with Letters of Credit		Capitalisation sur dix ans au moyen de lettres de crédit
18.1	General Funding Rules	18.1	Règles générales de capitalisation
20	Letter of Credit	20	Lettre de crédit
23	Trust Agreement	23	Convention de fiducie
25	Statement to Members	25	Relevé aux participants
26	Reduction of the Face Amount of a Letter of Credit	26	Réduction de la valeur nominale de la lettre de crédit
27	New Solvency Deficiency	27	Nouveau déficit de solvabilité
28	Failure to Pay Letter of Credit	28	Manquement au versement
29	Occurrence of Default	29	Survenance d'un défaut
30	Ceasing 10-year Funding	30	Retrait de la capitalisation sur dix ans
31	Cease to Be in Force	31	Cessation d'effet
32	Coming into Force	32	Entrée en vigueur

Registration
SOR/2006-275 November 7, 2006

PENSION BENEFITS STANDARDS ACT, 1985

Solvency Funding Relief Regulations

P.C. 2006-1290 November 7, 2006

Her Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Minister of Finance, pursuant to the definition *surplus*^a in subsection 2(1), to subsection 9(1), to paragraph 10.1(2)(b)^b, to subsection 12(3), to paragraph 28(1)(b)^c and to section 39^d of the *Pension Benefits Standards Act, 1985*^e, hereby makes the annexed *Solvency Funding Relief Regulations*.

Enregistrement
DORS/2006-275 Le 7 novembre 2006

LOI DE 1985 SUR LES NORMES DE PRESTATION DE PENSION

Règlement sur l'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité des régimes à prestations déterminées

C.P. 2006-1290 Le 7 novembre 2006

Sur recommandation du ministre des Finances et en vertu de la définition de *excédent*^a au paragraphe 2(1), du paragraphe 9(1), de l'alinéa 10.1(2)b)^b, du paragraphe 12(3), de l'alinéa 28(1)b)^c et de l'article 39^d de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*^e, Son Excellence la Gouverneure générale en conseil prend le *Règlement sur l'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité des régimes à prestations déterminées*, ci-après.

^a S.C. 1998, c. 12, s. 1(4)

^b S.C. 1998, c. 12, s. 10

^c S.C. 2000, c. 12, par. 263(d)

^d S.C. 2001, c. 34, s. 76

^e R.S., c. 32 (2nd Supp.)

^a L.C. 1998, ch. 12, par. 1(4)

^b L.C. 1998, ch. 12, art. 10

^c L.c. 2000, ch. 12, al. 263d)

^d L.C. 2001, ch. 34, art. 76

^e L.R., ch. 32 (2^e suppl.)

Solvency Funding Relief Regulations

Interpretation

1 (1) The following definitions apply in these Regulations.

acceptable rating means the rating given by a credit rating agency to an issuer at the time of the issuance or renewal of a letter of credit that is at least equal to one of the following ratings:

- (a) A, from Dominion Bond Rating Service Limited;
- (b) A, from Fitch Ratings;
- (c) A2, from Moody's Investors Service; or
- (d) A, from Standard & Poor's Ratings Services. (*note acceptable*)

Act means the *Pension Benefits Standards Act, 1985*. (*Loi*)

bank means a bank or authorized foreign bank within the meaning of section 2 of the *Bank Act*. (*banque*)

beneficiary means a member or a former member of a plan or any person who is entitled to pension benefits under the plan except

- (a) a former member who has transferred or has chosen to transfer their pension benefit credit under section 26 of the Act; and
- (b) a former member for whom the administrator has purchased an immediate or deferred life annuity. (*bénéficiaire*)

beneficiary representative means a union representative or court-appointed representative of a beneficiary. (*représentant des bénéficiaires*)

cooperative credit society means a cooperative credit society to which the *Cooperative Credit Associations Act* applies or a cooperative credit society incorporated and regulated by or under an Act of the legislature of a province. (*coopérative de crédit*)

Crown Corporation means a Crown corporation that is an agent of Her Majesty in right of Canada in respect of

Règlement sur l'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité des régimes à prestations déterminées

Définitions

1 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

banque Banque ou banque étrangère autorisée, au sens de l'article 2 de la *Loi sur les banques*. (*bank*)

bénéficiaire S'entend du participant actuel ou ancien d'un régime et de toute autre personne ayant droit à des prestations de pension au titre de ce régime, à l'exception des personnes suivantes :

- a) les participants anciens qui ont transféré ou qui ont choisi de transférer leurs droits à pension conformément à l'article 26 de la Loi;
- b) les participants anciens pour lesquels l'administrateur a acheté une prestation viagère immédiate ou différée. (*beneficiary*)

coopérative de crédit Coopérative de crédit régie par la *Loi sur les associations coopératives de crédit* ou constituée en personne morale sous le régime d'une loi provinciale et régie par une telle loi. (*cooperative credit society*)

défaut S'entend :

- a) de l'avis, prévu au paragraphe 29(5) de la Loi, informant par écrit le surintendant de l'intention de l'administrateur de faire cesser totalement le régime ou de le liquider totalement;
- b) de toute modification du régime, résolution de l'employeur ou entrée en vigueur de toute autre mesure qui entraîne la cessation totale du régime;
- c) la déclaration de cessation totale du régime faite par le surintendant en vertu des paragraphes 29(2) ou (2.1) de la Loi;
- d) du dépôt de toute demande ou requête présentée par l'employeur ou contre lui en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ou de la *Loi sur les liquidations et les restructurations*;
- e) de la cessation totale du régime;

which employment has not been excepted from included employment by a regulation made under subsection 4(6) of the Act. (*société d'État*)

default means the occurrence of one of the following:

- (a) the written notification to the Superintendent that the administrator intends to terminate or wind up the whole plan under subsection 29(5) of the Act;
- (b) the amendment of the plan, resolution by the employer or coming into force of any other measure that effects the termination of the whole plan;
- (c) the Superintendent's declaration under subsection 29(2) or (2.1) of the Act that terminates the whole plan;
- (d) the filing of any application or petition by the employer, or against the employer, under the *Companies' Creditors Arrangement Act*, the *Bankruptcy and Insolvency Act* or the *Winding-up and Restructuring Act*;
- (e) the termination of the whole plan;
- (f) the non-renewal of a letter of credit referred to in Part 3 for its full face amount unless
 - (i) it has been replaced by another letter of credit for the same face amount at least 30 days before the beginning of the following plan year,
 - (ii) an amount equal to the face amount of the letter of credit has been remitted to the pension fund at least 30 days before the beginning of the following plan year, or
 - (iii) the face amount has been reduced in accordance with section 26; or
- (g) the failure by an employer to comply with a direction issued by the Superintendent pursuant to section 11 of the Act with respect to the face amount of the letters of credit required by subsection 19(2). (*défaut*)

holder means a trust company that is licensed to carry on business in Canada and that has entered into a trust agreement with the employer or, if the employer is not the administrator, with the employer and the administrator. (*détenteur*)

initial solvency deficiency means the solvency deficiency of a plan that emerged on the date on which the valuation that identified the deficiency was performed, as reported in the first actuarial report filed after the coming into force of these Regulations, and that values the plan

f) du non-renouvellement, pour sa valeur nominale totale, de la lettre de crédit visée à la partie 3, sauf dans les cas suivants :

- (i) la lettre de crédit a été remplacée par une autre de la même valeur nominale au moins trente jours avant le début de l'exercice suivant,
 - (ii) une somme égale à la valeur nominale de la lettre de crédit a été versée au fonds de pension au moins trente jours avant le début de l'exercice suivant,
 - (iii) la valeur nominale de la lettre de crédit a été réduite conformément à l'article 26;
- g) du non-respect par l'employeur de la directive prise par le surintendant en vertu de l'article 11 de la Loi concernant la valeur nominale des lettres de crédit exigées aux termes du paragraphe 19(2). (*défaut*)

déficit initial de solvabilité Le déficit de solvabilité d'un régime survenu à la date de l'évaluation qui l'a révélé, selon le premier rapport actuariel déposé après l'entrée en vigueur du présent règlement, et qui établit la valeur du régime à une date précise comprise entre le 30 décembre 2005 et le 2 janvier 2008. (*initial solvency deficiency*)

détenteur Société de fiducie qui est autorisée à exercer des activités au Canada et qui a conclu une convention de fiducie avec l'employeur ou, si celui-ci n'est pas l'administrateur, avec l'employeur et l'administrateur. (*holder*)

émetteur Banque ou coopérative de crédit qui détient une note acceptable et qui n'est ni l'employeur, ni un membre du même groupe — au sens du paragraphe 2(2) de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* — que l'employeur. (*issuer*)

Loi La *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*. (*Act*)

note acceptable Note attribuée par une agence de notation à un émetteur au moment de l'émission ou du renouvellement d'une lettre de crédit qui est égale ou supérieure à l'une des notes suivantes :

- a) « A » de Dominion Bond Rating Service Limited;
- b) « A » de Fitch Ratings;
- c) « A2 » de Moody's Investors Service;
- d) « A » de Standard & Poor's Ratings Services. (*acceptable rating*)

as of a date that is later than December 30, 2005 and before January 2, 2008. (*déficit initial de solvabilité*)

issuer means a bank or cooperative credit society that has an acceptable rating and that is not the employer or affiliated with the employer within the meaning of subsection 2(2) of the *Canada Business Corporations Act*. (*émetteur*)

special payment means a payment or one of a series of payments that is determined in accordance with section 9 of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985* or section 5, 6, 7 or 19 of these Regulations. (*paiement spécial*)

(2) Except as otherwise provided, expressions used in these Regulations have the same meaning as in the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*.

SOR/2011-85, s. 17.

Application

2 (1) These Regulations apply to the funding of a defined benefit plan and, except as otherwise provided, the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985* also apply to the funding of a plan under these Regulations.

(2) For the purposes of these Regulations, an initial solvency deficiency shall be calculated in accordance with the definition **solvency deficiency** in subsection 9(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985* except that

(a) the present value of any special payment referred to in paragraph (d) of that definition calculated in respect of the funding of a solvency deficiency that emerged before the emergence of the initial solvency deficiency shall be zero; and

(b) for the purposes of Parts 2 and 3, that definition shall be interpreted as including the present value of the special payments calculated with respect to an initial unfunded liability that are due in the next 10 years.

(3) For the purposes of these Regulations, any special payment that would have been required to be made under subsection 9(4) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985* with respect to the funding of a solvency deficiency that emerged before the emergence of the initial solvency deficiency is not required to be made.

paiement spécial S'entend d'un paiement unique, ou d'un paiement faisant partie d'une série de paiements, établi en application de l'article 9 du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* ou des articles 5, 6, 7 ou 19 du présent règlement. (*special payment*)

représentant des bénéficiaires S'entend du représentant syndical des bénéficiaires ou du représentant nommé par le tribunal. (*beneficiary representative*)

société coopérative de crédit [Abrogée, DORS/2011-85, art. 17]

société d'État S'entend d'une société d'État mandataire de Sa Majesté du chef du Canada dont l'emploi n'a pas été exclu des emplois inclus par règlement pris en vertu du paragraphe 4(6) de la Loi. (*Crown Corporation*)

(2) Sauf indication contraire, les termes utilisés dans le présent règlement s'entendent au sens du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*.

DORS/2011-85, art. 17.

Application

2 (1) Le présent règlement s'applique à la capitalisation des régimes à prestations déterminées et, sauf indication contraire, le *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* s'applique également à la capitalisation des régimes visés par le présent règlement.

(2) Pour l'application du présent règlement, le déficit initial de solvabilité est calculé conformément à la définition de **déficit de solvabilité** prévue au paragraphe 9(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, compte tenu des règles suivantes :

a) la valeur actualisée de tout paiement spécial mentionné à l'alinéa d) de cette définition calculée relativement à la capitalisation d'un déficit de solvabilité survenu avant le déficit initial de solvabilité est égale à zéro;

b) pour l'application des parties 2 et 3, cette définition doit être interprétée comme incluant la valeur actualisée des paiements spéciaux calculés à l'égard d'un passif initial non capitalisé qui sont dus au cours des dix années suivantes.

(3) Pour l'application du présent règlement, tout paiement spécial exigé en vertu du paragraphe 9(4) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* relativement à la capitalisation d'un déficit de solvabilité survenu avant le déficit initial de solvabilité n'a pas à être versé.

(4) In the case of an inconsistency between these Regulations and the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, these Regulations shall prevail.

3 These Regulations do not apply to

(a) a plan that is established after December 31, 2005 unless the plan is formed as a result of a merger of plans one or more of which was established before December 31, 2005 or is formed as a result of a splitting of a plan that was established before December 31, 2005; or

(b) a plan to which the *Air Canada Pension Plan Solvency Deficiency Funding Regulations* apply.

4 (1) Plans may only be funded under these Regulations if all of the payments that are owed to the pension fund before the day on which the initial solvency deficiency emerges, as required by subsection 9(14) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, have been made as of the filing date of the actuarial report that shows the emergence of that initial solvency deficiency.

(2) Despite section 8 of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, the funding of a plan shall be considered to meet the standards for solvency if the funding is in accordance with Part 1, 2 or 3 of these Regulations.

PART 1

New Five-year Funding

General Funding Rules

5 (1) Despite subsection 9(4) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, an initial solvency deficiency of a plan may be funded by special payments sufficient to liquidate the initial solvency deficiency by equal annual payments over a period not exceeding five years from the day on which the initial solvency deficiency emerged.

(2) If the initial solvency deficiency is funded in accordance with this Part, the administrator of the plan shall notify the Superintendent in writing at the time of filing of the first actuarial report after the coming into force of these Regulations.

(3) When a solvency deficiency emerges after the day on which the initial solvency deficiency emerged, the new

(4) Les dispositions du présent règlement l'emportent sur les dispositions incompatibles du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*.

3 Le présent règlement ne s'applique pas :

a) à tout régime institué après le 31 décembre 2005, sauf s'il résulte de la fusion d'au moins un régime institué avant cette date ou de la division d'un régime institué avant la même date;

b) aux régimes visés par le *Règlement sur la capitalisation du déficit de solvabilité des régimes de pension d'Air Canada*.

4 (1) Seul peut être capitalisé conformément au présent règlement le régime dont tous les paiements dus au fonds de pension, en application du paragraphe 9(14) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, avant la date de la survenance du déficit initial de solvabilité ont été versés au fonds de pension à la date du dépôt du rapport actuariel qui révèle la survenance du déficit initial de solvabilité.

(2) Malgré l'article 8 du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, la capitalisation d'un régime est considérée comme satisfaisant aux normes de solvabilité si elle respecte l'une ou l'autre des parties du présent règlement.

PARTIE 1

Nouvelle capitalisation sur cinq ans

Règles générales de capitalisation

5 (1) Malgré le paragraphe 9(4) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, le déficit initial de solvabilité d'un régime peut être capitalisé par des paiements spéciaux consistant en des versements annuels égaux suffisants pour l'éliminer sur une période ne dépassant pas cinq ans à compter de la date de sa survenance.

(2) Si le déficit initial de solvabilité est capitalisé conformément à la présente partie, l'administrateur du régime en avise par écrit le surintendant à la date du dépôt du premier rapport actuariel suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

(3) Lorsque survient un nouveau déficit de solvabilité après la survenance du déficit initial de solvabilité, le

solvency deficiency shall be calculated, for the purposes of subsection 9(4) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, in accordance with the definition **solvency deficiency** in subsection 9(1) of those Regulations and that definition shall be interpreted as including the present value of the special payments referred to in subsection (1).

PART 2

New 10-year Funding

General Funding Rules

5.1 For the purposes of this Part,

(a) despite paragraph 9(4)(c) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, if there is a solvency deficiency, a plan shall be funded in each plan year by annual solvency special payments equal to the amount by which the solvency deficiency divided by 5 exceeds the amount of going concern special payments — other than those referred to in paragraph 12(1)(c) — that are payable during the plan year; and

(b) unfunded liability means

(i) the going concern deficit of a plan as determined on the date that the plan was established;

(ii) the amount by which an increase in the going concern liabilities of a plan resulting from an amendment to the plan exceeds the going concern excess of the plan as determined on the day before the effective date of the amendment; or

(iii) the amount by which the going concern deficit of a plan determined at the valuation date exceeds the sum of

(A) the present value of going concern special payments established in respect of periods after the valuation date, and

(B) the present value of special payments referred to in paragraph 12(1)(b).

SOR/2010-149, s. 7.

6 (1) Despite subsection 9(4) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, an initial solvency deficiency of a plan may be funded in accordance with Part 1, but the remittance to the pension fund of a portion of the special payments determined under that Part may be

nouveau déficit de solvabilité est calculé, pour l'application du paragraphe 9(4) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, conformément à la définition de **déficit de solvabilité** au paragraphe 9(1) du même règlement, laquelle doit être interprétée comme incluant la valeur actualisée des paiements spéciaux visés au paragraphe (1).

PARTIE 2

Nouvelle capitalisation sur dix ans

Règles générales de capitalisation

5.1 Pour l'application de la présente partie :

a) malgré l'alinéa 9(4)c) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, en cas de déficit de solvabilité, le régime est capitalisé au cours de chaque exercice par des paiements spéciaux de solvabilité annuels correspondant à l'excédent du déficit de solvabilité divisé par cinq sur le montant des paiements spéciaux de continuité — autres que ceux visés à l'alinéa 12(1)c) — à verser au cours de l'exercice.

b) passif non capitalisé s'entend :

(i) du déficit évalué en continuité établi à la date d'institution du régime,

(ii) de l'excédent de l'accroissement du passif évalué en continuité — résultant d'une modification du régime — sur l'excédent évalué en continuité établi la veille de la date d'entrée en vigueur de la modification,

(iii) de l'excédent du déficit évalué en continuité du régime établi à la date d'évaluation sur le total des valeurs suivantes :

(A) la valeur actualisée des paiements spéciaux de continuité établis à l'égard de toute période suivant cette date,

(B) la valeur actualisée des paiements spéciaux visés à l'alinéa 12(1)b).

DORS/2010-149, art. 7.

6 (1) Malgré le paragraphe 9(4) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, le déficit initial de solvabilité d'un régime peut être capitalisé conformément à la partie 1, mais le versement au fonds de pension d'une partie des paiements spéciaux calculés

deferred as if the initial solvency deficiency were funded by special payments sufficient to liquidate the initial solvency deficiency by equal annual payments over a period not exceeding 10 years from the day on which the initial solvency deficiency emerged.

(2) The initial solvency deficiency may be funded in accordance with this Part only if less than one third of the members and less than one third of the beneficiaries excluding members object before the date indicated in the statement referred to in paragraph 8(1)(j).

(3) Any objection expressed by a beneficiary representative on behalf of the persons that they represent shall be counted as a separate objection for each person that they represent.

(4) Despite the fact that the special payments referred to in subsection (1) may be made over a period that exceeds the period applicable under Part 1, for the purposes of subsection 8(1) of the Act, the amount by which the aggregate amount of special payments that would have been remitted to the pension fund in accordance with that Part from the day on which the initial solvency deficiency emerged, as adjusted to take into account the reductions in special payments resulting from the application of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, plus interest, exceeds the aggregate amount of special payments made to the pension fund in accordance with this Part, plus interest, shall be considered to be an amount accrued to the pension fund.

(5) Interest shall be calculated by using the interest rate that was assumed in valuing the liabilities of the plan for the purpose of calculating the initial solvency deficiency.

SOR/2010-149, s. 8; SOR/2015-60, s. 33.

Multi-employer Pension Plan

7 (1) Despite subsection 9(4) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985* and section 6 of these Regulations, and subject to subsection (2), an initial solvency deficiency of a multi-employer pension plan may be funded by special payments sufficient to liquidate the initial solvency deficiency by equal annual payments over a period not exceeding 10 years from the day on which the initial solvency deficiency emerged.

(2) If the funding is for an initial solvency deficiency of a multi-employer pension plan and if the annual amount of payments required to be made to the pension fund under subsection (1) is less than the aggregate amount of payments that are required to be made to the pension fund, excluding the normal cost and the special payments required to liquidate an unfunded liability, under all

conformément à la partie 1 peut être différé comme si le déficit initial de solvabilité était capitalisé par des paiements spéciaux consistant en des versements annuels égaux suffisants pour l'éliminer sur une période ne dépassant pas dix ans à compter de la date de sa survenance.

(2) Le déficit initial de solvabilité peut être capitalisé conformément à la présente partie si moins du tiers des participants et moins du tiers des bénéficiaires qui ne sont pas des participants s'y opposent dans le délai indiqué dans l'énoncé visé à l'alinéa 8(1)(j).

(3) L'opposition exprimée par un représentant des bénéficiaires au nom des personnes qu'il représente est considérée comme une opposition distincte exprimée par chacune de ces personnes.

(4) Malgré le fait que les paiements spéciaux visés au paragraphe (1) peuvent être échelonnés sur une période dépassant celle prévue à la partie 1, pour l'application du paragraphe 8(1) de la Loi, est réputé être une somme accumulée au fonds de pension l'excédent du total des paiements spéciaux qui auraient été versés au fonds de pension en application de cette partie depuis la survenance du déficit initial de solvabilité — lesquels paiements sont rajustés pour tenir compte des réductions de paiements spéciaux résultant de l'application du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* et majorés de l'intérêt applicable — sur le total des paiements spéciaux versés au fonds de pension en application de la présente partie et des intérêts.

(5) Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt présumé qui a servi à établir le passif du régime pour le calcul du déficit initial de solvabilité.

DORS/2010-149, art. 8; DORS/2015-60, art. 33.

Régime interentreprises

7 (1) Malgré l'article 6 du présent règlement et le paragraphe 9(4) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* et sous réserve du paragraphe (2), le déficit initial de solvabilité d'un régime interentreprises peut être capitalisé par des paiements spéciaux consistant en des versements annuels égaux suffisants pour l'éliminer sur une période ne dépassant pas dix ans à compter de la date de sa survenance.

(2) Si la capitalisation vise le déficit initial de solvabilité d'un régime interentreprises et que la somme annuelle à verser au fonds de pension en application du paragraphe (1) est inférieure au total des paiements qui doivent être versés au fonds de pension, à l'exclusion des coûts normaux et des paiements spéciaux nécessaires pour liquider un passif non capitalisé, aux termes de toutes les

applicable collective agreements, the amount of payments required to be made to the pension fund in accordance with this Part shall be the aggregate amount of payments required to be made to the pension fund pursuant to all applicable collective agreements.

(3) The initial solvency deficiency may be funded in accordance with this Part only if less than one third of the members and less than one third of the beneficiaries excluding members object before the date indicated in the statement referred to in paragraph 8(1)(j).

(4) Any objection expressed by a beneficiary representative on behalf of the persons that they represent shall be counted as a separate objection for each person that they represent.

SOR/2010-149, s. 9.

Information To Be Provided to Beneficiaries

8 (1) Subject to subsection (2), the administrator shall provide the following information to the beneficiaries:

- (a)** the solvency ratio of the plan as of the day on which the initial solvency deficiency emerged;
- (b)** the amount of the initial solvency deficiency;
- (c)** a description of the extent to which the beneficiaries' benefits would be reduced if the plan were fully terminated and wound up with the solvency ratio referred to in paragraph (a);
- (d)** a statement indicating that extending the period for funding the initial solvency deficiency as permitted by this Part may result in a lower value of the plan assets during the funding period than would be the case if the deficiency were funded over a period not exceeding five years and that the longer funding period may also extend the period during which the plan assets are less than the plan liabilities;
- (e)** the special payments that would have been made during the first plan year covered by the actuarial report referred to in paragraph 10(b) if the initial solvency deficiency were to be funded in accordance with Part 1;
- (f)** the special payments that are to be made during the first plan year covered by the actuarial report referred to in paragraph 10(b) if the initial solvency deficiency is funded in accordance with this Part;
- (g)** [Repealed, SOR/2015-60, s. 34]

conventions collectives applicables, la somme à verser au fonds de pension en application de la présente partie est le total des paiements qui doivent être versés au fonds de pension aux termes de toutes les conventions collectives applicables.

(3) Le déficit initial de solvabilité peut être capitalisé conformément à la présente partie si moins du tiers des participants et moins du tiers des bénéficiaires qui ne sont pas des participants s'y opposent dans le délai indiqué dans l'énoncé visé à l'alinéa 8(1)(j).

(4) L'opposition exprimée par un représentant des bénéficiaires au nom des personnes qu'il représente est considérée comme une opposition distincte exprimée par chacune de ces personnes.

DORS/2010-149, art. 9.

Renseignements communiqués aux bénéficiaires

8 (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'administrateur communique aux bénéficiaires les renseignements suivants :

- a)** le ratio de solvabilité du régime à la date de la survenance du déficit initial de solvabilité;
- b)** le montant du déficit initial de solvabilité;
- c)** une description de l'importance de la réduction des prestations que subiraient les bénéficiaires, compte tenu du ratio de solvabilité visé à l'alinéa a), si le régime devait faire l'objet d'une cessation totale et d'une liquidation totale;
- d)** un énoncé portant que la prolongation de la période de capitalisation du déficit initial de solvabilité prévue par la présente partie peut engendrer une valeur inférieure de l'actif du régime au cours de la période de capitalisation à celle qui aurait résulté de la capitalisation du déficit sur une période ne dépassant pas cinq ans et qu'une plus longue période de capitalisation peut également prolonger la période pendant laquelle l'actif est moindre que le passif;
- e)** les paiements spéciaux qui auraient été versés au cours du premier exercice visé par le rapport actuariel mentionné à l'alinéa 10b) si le déficit initial de solvabilité avait été capitalisé conformément à la partie 1;
- f)** les paiements spéciaux qui sont à verser au cours du premier exercice visé par le rapport actuariel mentionné à l'alinéa 10b) si le déficit initial de solvabilité est capitalisé conformément à la présente partie;

(h) a statement indicating that the plan may be funded in accordance with this Part only if less than one third of the members object and less than one third of the beneficiaries excluding members object;

(i) a statement indicating that the Superintendent's approval is not required to fund the initial solvency deficiency in accordance with this Part;

(j) a statement indicating that the beneficiaries may object to the proposal to fund the plan in accordance with this Part by sending an objection to the administrator at the address and by the date indicated in the statement, and that date shall not be less than 30 days after the day on which the other information required to be provided under this section is provided by the administrator;

(k) a statement indicating that if the plan is funded in accordance with this Part, amendments to the plan that increase the pension benefits will be restricted for the first five plan years of funding in accordance with this Part; and

(l) a statement setting out the right of access to the documents described in paragraph 28(1)(c) of the Act.

(2) If a beneficiary is represented by a beneficiary representative, the administrator shall provide the information set out in subsection (1) to the beneficiary representative.

SOR/2015-60, s. 34.

9 If a beneficiary representative has the authority to act on behalf of a beneficiary with respect to any matter under this Part, the administrator shall deal with the beneficiary representative.

Documents and Information To Be Filed with Superintendent

10 The administrator shall file the following documents and information with the Superintendent:

(a) written notification that the initial solvency deficiency is to be funded in accordance with this Part;

(b) the actuarial report valuing the plan as of the day on which the initial solvency deficiency emerged;

(c) other than in the case of a multi-employer pension plan, a written statement confirming that a resolution of the board of directors of the employer has been

g) [Abrogé, DORS/2015-60, art. 34]

h) un énoncé portant que la capitalisation du régime conformément à la présente partie n'est possible que si moins du tiers des participants et moins du tiers des bénéficiaires qui ne sont pas des participants s'y opposent;

i) un énoncé portant que l'agrément du surintendant n'est pas nécessaire pour capitaliser un déficit initial de solvabilité conformément à la présente partie;

j) un énoncé portant qu'ils peuvent lui exprimer leur désaccord à l'égard de la proposition de capitaliser le régime conformément à la présente partie en faisant parvenir un avis d'opposition à l'adresse et dans le délai indiqués, lequel délai ne peut être inférieur à trente jours après la date de communication par l'administrateur des autres renseignements exigés au titre du présent article;

k) un énoncé portant que si le régime est capitalisé conformément à la présente partie, les modifications au régime qui bonifient les prestations de pension seront limitées durant les cinq premiers exercices de capitalisation aux termes de la présente partie;

l) un énoncé faisant état du droit de prendre connaissance des documents visés à l'alinéa 28(1)(c) de la Loi.

(2) Toutefois, si des bénéficiaires sont représentés, l'administrateur communique ces renseignements au représentant des bénéficiaires.

DORS/2015-60, art. 34.

9 L'administrateur traite avec le représentant des bénéficiaires lorsque celui-ci a la responsabilité d'agir en leur nom à l'égard de toute question visée à la présente partie.

Documents et renseignements déposés auprès du surintendant

10 L'administrateur dépose auprès du surintendant les documents et renseignements suivants :

a) un avis écrit précisant que le déficit initial de solvabilité sera capitalisé conformément à la présente partie;

b) un rapport actuariel évaluant le régime à la date de la survenance du déficit initial de solvabilité;

c) sauf dans le cas d'un régime interentreprises, une déclaration écrite confirmant que le calendrier des

passed, if the employer is a corporation, or, if the employer is not a corporation, an approval of the persons who have the authority to direct or authorize the actions of that body, has been given, authorizing the special payment schedule calculated in accordance with this Part; and

(d) a written statement confirming that the information set out in section 8 has been provided to the beneficiaries or to the beneficiary representatives and that less than one third of the members have objected and less than one third of the beneficiaries excluding members have objected.

Prescribed Solvency Ratio

11 For the purposes of paragraph 10.1(2)(b) of the Act, the prescribed solvency ratio level for the first five plan years of funding in accordance with this Part is the solvency ratio calculated on the basis of the most recent actuarial report.

SOR/2011-85, s. 18.

New Solvency Deficiency

12 (1) Despite section 9 of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, a solvency deficiency that emerges after the day on which the initial solvency deficiency emerged shall be calculated as the amount by which the solvency liabilities exceed the sum of the following amounts:

- (a) the adjusted solvency asset amount,
- (b) the present value of special payments made under section 6 or 7 if at least one of those payments is due more than five years after the valuation date, and
- (c) the present value of the going concern special payments that were used to fund the initial solvency deficiency that are due during the period beginning on the valuation date and ending on the 10th anniversary of the date of emergence of the initial solvency deficiency if at least one of those payments is due more than five years after the valuation date.

(2) The interest rate used to determine the present value of the special payments referred to in subsection (1) is the same as the interest rate used to determine the solvency liabilities.

SOR/2010-149, s. 10.

paiements spéciaux calculés conformément à la présente partie a été adopté soit, dans le cas d'une société, par résolution du conseil d'administration de l'employeur, soit, dans les autres cas, par approbation des personnes habilitées à diriger cet organisme ou à en autoriser les activités;

(d) une déclaration écrite confirmant que les renseignements mentionnés à l'article 8 ont été transmis aux bénéficiaires ou au représentant des bénéficiaires et que moins du tiers des participants et moins du tiers des bénéficiaires qui ne sont pas des participants s'y opposent.

Seuil de solvabilité

11 Pour l'application de l'alinéa 10.1(2)b) de la Loi, le seuil de solvabilité pour les cinq premiers exercices de capitalisation aux termes de la présente partie, correspond au ratio de solvabilité calculé selon le plus récent rapport actuariel.

DORS/2011-85, art. 18.

Nouveau déficit de solvabilité

12 (1) Malgré l'article 9 du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, le déficit de solvabilité qui survient après la survenance du déficit initial de solvabilité correspond à l'excédent du passif de solvabilité sur le total des montants suivants :

- a) le montant rajusté de l'actif de solvabilité;
- b) la valeur actualisée des paiements spéciaux versés au titre des articles 6 et 7, si un ou plusieurs d'entre eux sont dus plus de cinq ans après la date d'évaluation;
- c) la valeur actualisée des paiements spéciaux de continuité utilisés pour capitaliser le déficit initial de solvabilité qui sont dus au cours de la période commençant à la date d'évaluation et se terminant au dixième anniversaire de la date de survenance du déficit initial, si un ou plusieurs d'entre eux sont dus plus de cinq ans après la date d'évaluation.

(2) Le taux d'intérêt servant au calcul de la valeur actualisée des paiements spéciaux mentionnés au paragraphe (1) est le même que celui servant au calcul du passif de solvabilité.

DORS/2010-149, art. 10.

Termination of Plan

13 If a plan is fully terminated and on the day on which it terminates the liabilities of the plan exceed its assets, the lesser of the amount determined in subsection 6(4) and the amount by which the liabilities of the plan exceed its assets shall immediately be remitted to the pension fund.

SOR/2015-60, s. 35(F).

Ceasing 10-year Funding

14 (1) A plan may cease to be funded under this Part, beginning on the first day of a plan year, by giving written notice to the Superintendent not later than six months after the beginning of that plan year.

(2) The notice shall indicate whether the plan has a surplus as of the first day of the plan year.

(3) If funding ceases, section 9 of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985* applies in respect of the plan except as otherwise provided under this Part.

Calculating Surplus

15 A surplus in respect of a plan shall be determined in the manner prescribed by subsection 16(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985* as if the plan had been fully terminated.

Plan with Surplus

16 If a plan ceases to be funded in accordance with this Part and the plan has a surplus as of the first day of the plan year, this Part ceases to apply to the plan on the first day of that plan year.

Plan Without Surplus

17 (1) If a plan ceases to be funded in accordance with this Part and the plan does not have a surplus as of the first day of the plan year, section 9 of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985* applies except as follows:

- (a)** when funding ceases before the sixth plan year,
- (i)** the administrator shall have an actuarial report prepared — in which the present value of the special payments referred to in section 6 or 7 shall be

Cessation du régime

13 Si le régime affiche un passif supérieur à son actif à la date de sa cessation totale, le moindre du montant calculé conformément au paragraphe 6(4) ou de la différence entre l'actif et le passif est remis sans délai au fonds de pension.

DORS/2015-60, art. 35(F).

Retrait d'une capitalisation sur dix ans

14 (1) Il peut être mis fin à une capitalisation entreprise conformément à la présente partie à compter du premier jour d'un exercice par l'envoi d'un avis écrit à cet effet au surintendant au plus tard six mois après le début de l'exercice.

(2) L'avis indique si, au premier jour de l'exercice, le régime est excédentaire ou non.

(3) S'il est mis fin à la capitalisation, l'article 9 du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* s'applique, sauf disposition contraire de la présente partie.

Calcul de l'excédent

15 L'excédent d'un régime est déterminé de la manière prévue au paragraphe 16(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* comme s'il s'agissait d'un régime faisant l'objet d'une cessation totale.

Régime excédentaire

16 Si la capitalisation à laquelle il est mis fin vise un régime qui est excédentaire au premier jour d'un exercice, la présente partie cesse de s'y appliquer à compter du premier jour de l'exercice pendant lequel il a été mis fin à la capitalisation.

Régime non excédentaire

17 (1) Si la capitalisation à laquelle il est mis fin vise un régime non excédentaire au premier jour d'un exercice, l'article 9 du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* s'applique, sauf que :

- a)** dans le cas où il est mis fin à la capitalisation avant le sixième exercice :
- (i)** l'administrateur fait établir un rapport actuariel — dans lequel la valeur actualisée des paiements spéciaux visés aux articles 6 et 7 est égale à zéro —

zero — valuing the plan as of the first day of the plan year in which funding ceases,

(ii) the amount by which the aggregate amount of special payments that would have been made to the pension fund in accordance with Part 1 from the day on which the initial solvency deficiency emerged to the day on which funding ceases, as adjusted to take into account the reductions in special payments resulting from the application of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, plus interest, exceeds the aggregate amount of special payments made to the pension fund in accordance with this Part, plus interest, shall immediately be remitted to the pension fund, and

(iii) and (iv) [Repealed, SOR/2010-149, s. 11]

(v) the special payments referred to in section 6 or 7 shall continue to be made until the first special payment required to fund the remaining initial solvency deficiency referred to in subparagraph (iii) is made to the pension fund; and

(b) when funding ceases after the fifth plan year,

(i) the administrator shall have an actuarial report prepared as of the first day of the plan year in which funding ceases, and

(ii) the amount by which the aggregate amount of special payments that would have been made to the pension fund in accordance with Part 1 from the day on which the initial solvency deficiency emerged to the day on which funding ceases, as adjusted to take into account the reductions in special payments resulting from the application of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, plus interest, exceeds the aggregate amount of special payments made to the pension fund in accordance with this Part, plus interest, shall immediately be remitted to the pension fund.

(2) [Repealed, SOR/2010-149, s. 11]

SOR/2010-149, s. 11; SOR/2015-60, s. 36.

Crown Corporations

18 (1) The administrator of a plan of a Crown Corporation with an initial solvency deficiency that is funded in accordance with this Part shall not have to comply with subsection 6(2) and sections 8 and 10 if the administrator files the following documents and information with the Superintendent:

évaluant le régime au premier jour de l'exercice au cours duquel il a été mis fin à la capitalisation,

(ii) est versé sans délai au fonds de pension l'excédent du total des paiements spéciaux qui auraient été versés à ce fonds en application de la partie 1 pendant la période débutant à la date de survenance du déficit initial de solvabilité et se terminant à la date à laquelle il a été mis fin à la capitalisation, compte tenu des réductions de paiements spéciaux résultant de l'application du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* et majorés des intérêts, sur le total des paiements spéciaux versés au fonds de pension conformément à la présente partie et des intérêts,

(iii) et (iv) [Abrogés, DORS/2010-149, art. 11]

(v) les paiements spéciaux visés aux articles 6 et 7 continuent d'être versés au fonds de pension jusqu'à ce qu'y soit versé le premier paiement spécial à effectuer pour capitaliser le déficit initial de solvabilité restant visé au sous-alinéa (iii);

b) dans le cas où il est mis fin à la capitalisation après le cinquième exercice :

(i) l'administrateur fait établir un rapport actuariel évaluant le régime au premier jour de l'exercice au cours duquel il a été mis fin à la capitalisation,

(ii) est versé sans délai au fonds de pension l'excédent du total des paiements spéciaux qui auraient été versés à ce fonds en application de la partie 1 pendant la période débutant à la date de survenance du déficit initial de solvabilité et se terminant à la date à laquelle il a été mis fin à la capitalisation, compte tenu des réductions de paiements spéciaux résultant de l'application du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* et majorés des intérêts, sur le total des paiements spéciaux versés au fonds de pension conformément à la présente partie et des intérêts.

(2) [Abrogé, DORS/2010-149, art. 11]

DORS/2010-149, art. 11; DORS/2015-60, art. 36.

Sociétés d'État

18 (1) L'administrateur d'un régime établi par une société d'État dont le déficit initial de solvabilité est capitalisé conformément à la présente partie n'a pas à remplir les exigences prévues au paragraphe 6(2) et aux articles 8 et 10 s'il dépose auprès du surintendant les documents et renseignements suivants :

(a) the actuarial report valuing the plan as of the day on which the initial solvency deficiency emerged;

(b) a written statement confirming that a resolution of the board of directors of the Crown Corporation has been passed authorizing the special payment schedule calculated in accordance with this Part;

(c) a written statement confirming that the board of directors of the Crown Corporation has notified the Minister and the Minister responsible for the Crown Corporation of the decision that the initial solvency deficiency is to be funded in accordance with this Part; and

(d) a copy of letters from the Minister and the Minister responsible for the Crown Corporation acknowledging that they have been informed of the fact that the Crown Corporation intends to fund the initial solvency deficiency in accordance with this Part.

(2) When the administrator provides the written statement under paragraph 28(1)(b) of the Act, the administrator shall also indicate the amount of the initial solvency deficiency and that the deficiency is to be funded in accordance with this Part by equal annual payments over a period not exceeding 10 years.

(3) Section 11 shall not apply in respect of a plan if the documents and information set out in subsection (1) are filed with the Superintendent.

PART 3

10-year Funding with Letters of Credit

General Funding Rules

18.1 For the purposes of this Part,

(a) despite paragraph 9(4)(c) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, if there is a solvency deficiency, a plan shall be funded in each plan year by annual solvency special payments equal to the amount by which the solvency deficiency divided by 5 exceeds the amount of going concern special payments — other than those referred to in paragraph 27(1)(c) — that are payable during the plan year; and

(b) *unfunded liability* means

a) un rapport actuariel évaluant le régime à la date de la survenance du déficit initial de solvabilité;

b) une déclaration écrite confirmant que le conseil d'administration de la société d'État a adopté une résolution approuvant le calendrier de paiements spéciaux calculés conformément à la présente partie;

c) une déclaration écrite confirmant que le conseil d'administration de la société d'État a avisé le ministre et le ministre responsable de cette société de la décision de capitaliser le déficit initial de solvabilité conformément à la présente partie;

d) une copie de la lettre du ministre et de celle du ministre responsable de la société d'État dans laquelle ils reconnaissent qu'ils ont été informés du fait que la société d'État entend capitaliser le déficit initial de solvabilité conformément à la présente partie.

(2) Lorsque l'administrateur établit le relevé visé à l'alinéa 28(1)(b) de la Loi, il y indique aussi le montant du déficit initial de solvabilité et précise le fait que le déficit initial de solvabilité est capitalisé conformément à la présente partie par des versements annuels égaux sur une période ne dépassant pas dix ans.

(3) L'article 11 ne s'applique pas à l'égard du régime pour lequel les documents et renseignements sont déposés auprès du surintendant conformément au paragraphe (1).

PARTIE 3

Capitalisation sur dix ans au moyen de lettres de crédit

Règles générales de capitalisation

18.1 Pour l'application de la présente partie :

a) malgré l'alinéa 9(4)(c) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, en cas de déficit de solvabilité, le régime est capitalisé au cours de chaque exercice par des paiements spéciaux de solvabilité annuels correspondant à l'excédent du déficit de solvabilité divisé par cinq sur le montant des paiements spéciaux de continuité — autres que ceux visés à l'alinéa 27(1)(c) — à verser au cours de l'exercice.

b) *passif non capitalisé* s'entend :

(i) the going concern deficit of a plan as determined on the date that the plan was established;

(ii) the amount by which an increase in the going concern liabilities of a plan resulting from an amendment to the plan exceeds the going concern excess of the plan as determined on the day before the effective date of the amendment; or

(iii) the amount by which the going concern deficit of a plan determined at the valuation date exceeds the sum of

(A) the present value of going concern special payments established in respect of periods after the valuation date, and

(B) the present value of special payments referred to in paragraph 27(1)(b).

SOR/2010-149, s. 12.

19 (1) Despite subsection 9(4) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, an initial solvency deficiency of a plan may be funded by special payments sufficient to liquidate the initial solvency deficiency by equal annual payments over a period not exceeding 10 years from the day on which the initial solvency deficiency emerged.

(2) The initial solvency deficiency may be funded in accordance with this Part if the employer

(a) obtains letters of credit for each of the first five plan years of funding under this Part, for the amount representing the difference between the present value, at the end of each plan year, of the remaining special payments under this Part and the present value of the remaining special payments that would have been required to be made to liquidate the initial solvency deficiency as if it had been funded under Part 1; and

(b) maintains letters of credit for the sixth plan year of funding and for each plan year after that year, representing the present value at the beginning of each plan year of the remaining special payments under this Part.

(3) The present value of the remaining special payments shall be determined by using the interest rate that was assumed in valuing the liabilities of the plan for the purpose of calculating the initial solvency deficiency.

(i) du déficit évalué en continuité établi à la date d'institution du régime,

(ii) de l'excédent de l'accroissement du passif évalué en continuité — résultant d'une modification du régime — sur l'excédent évalué en continuité établi la veille de la date d'entrée en vigueur de la modification,

(iii) de l'excédent du déficit évalué en continuité du régime établi à la date d'évaluation sur le total des valeurs suivantes :

(A) la valeur actualisée des paiements spéciaux de continuité établis à l'égard de toute période suivant cette date,

(B) la valeur actualisée des paiements spéciaux visés à l'alinéa 27(1)b).

DORS/2010-149, art. 12.

19 (1) Malgré le paragraphe 9(4) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, un déficit initial de solvabilité d'un régime peut être capitalisé par des paiements spéciaux consistant en des versements annuels égaux suffisants pour l'éliminer sur une période ne dépassant pas dix ans à compter de la date de sa survenance.

(2) Le déficit initial de solvabilité peut être capitalisé, conformément à la présente partie, si l'employeur :

a) obtient des lettres de crédit pour chacun des cinq premiers exercices de capitalisation aux termes de la présente partie, pour une somme égale à la différence entre la valeur actualisée, à la fin de l'exercice, des paiements spéciaux qui restent à verser aux termes de la présente partie et la valeur actualisée des paiements spéciaux qui resteraient à verser pour éliminer le déficit initial de solvabilité si celui-ci était capitalisé conformément à la partie 1;

b) maintient des lettres de crédit pour le sixième exercice de capitalisation et les suivants, pour une somme égale à la valeur actualisée, au début de l'exercice, des paiements spéciaux qui restent à verser aux termes de la présente partie.

(3) La valeur actualisée des paiements spéciaux qui restent à verser est déterminée en fonction du taux d'intérêt présumé qui a servi à établir le passif du régime pour le calcul du déficit initial de solvabilité.

Letter of Credit

20 (1) A letter of credit required by this Part shall be an irrevocable, unconditional standby letter of credit that

(a) is in accordance with the rules of *International Standby Practices 1998* (publication No. 590 of the International Chamber of Commerce), as amended from time to time;

(b) is payable only in Canadian currency;

(c) is issued or confirmed by an issuer who is a member of the Canadian Payments Association that has been assigned an acceptable rating; and

(d) provides that

(i) the letter of credit is made out to the holder's benefit,

(ii) the issuer will pay the face amount of the letter of credit on demand from the holder without inquiring whether the holder has a right to make the demand,

(iii) the bankruptcy of the employer shall have no effect on the rights and obligations of the issuer and the holder set out in the letter of credit,

(iv) the letter of credit will expire on the day on which the plan's year ends,

(v) the letter of credit will automatically be renewed for the full face amount for further one-year periods on the expiry date referred to in subparagraph (iv) unless the issuer notifies the holder, in writing, of the non-renewal not less than 90 days before the expiry date, and

(vi) the letter of credit may not be amended during the term of the letter of credit and may not be assigned except to another holder.

(2) A letter of credit shall be obtained not later than the day on which the actuarial report is filed with or provided to the Superintendent for the first plan year of funding, and at least 30 days before the beginning of each subsequent plan year that is covered by it.

(3) The letter of credit shall immediately be provided to the holder.

SOR/2011-85, s. 19.

Lettre de crédit

20 (1) La lettre de crédit exigée en vertu de la présente partie est une lettre de crédit de soutien irrévocable et inconditionnelle qui :

a) est conforme aux *Règles et pratiques internationales relatives aux standby, 1998* (publication no 590 de la Chambre de commerce internationale) avec leurs modifications successives;

b) est libellée en dollars canadiens;

c) est émise ou confirmée par un émetteur membre de l'Association canadienne des paiements qui a obtenu une note acceptable;

d) prévoit les modalités suivantes :

(i) la lettre de crédit est libellée au bénéfice du détenteur,

(ii) l'émetteur verse la valeur nominale de la lettre de crédit à la demande du détenteur sans s'enquérir du bien-fondé de la demande,

(iii) la faillite de l'employeur n'a aucune incidence sur les obligations et les droits de l'émetteur et du détenteur qui sont mentionnés dans la lettre de crédit,

(iv) la lettre de crédit vient à échéance à la date où l'exercice prend fin,

(v) la lettre de crédit est renouvelée automatiquement pour sa valeur nominale totale à la date d'échéance visée au sous-alinéa (iv) pour des périodes supplémentaires d'un an à moins que l'émetteur avise le détenteur par écrit, au moins quatre-vingt-dix jours avant la date d'échéance, que la lettre de crédit ne sera pas renouvelée,

(vi) la lettre de crédit ne peut pas être modifiée au cours de la période visée et ne peut être cédée qu'à un autre détenteur.

(2) Elle est obtenue, pour le premier exercice de capitalisation, au plus tard à la date du dépôt du rapport actuariel auprès du surintendant ou de sa remise à celui-ci et, pour les exercices subséquents, au moins trente jours avant le début de l'exercice auquel elle s'applique.

(3) Elle est remise sans délai au détenteur.

DORS/2011-85, art. 19.

21 If separate letters of credit have been obtained for each plan year, a letter of credit is not required to be automatically renewed after the fifth year following the plan year for which it was obtained.

22 If the face amount of letters of credit obtained or maintained in accordance with this Part for a plan year is less than the amount required by subsection 19(2) for that plan year, the employer shall make up the difference either by increasing the amount of letters of credit or by making additional payments to the pension fund no later than on the day on which the next payment is made to the pension fund in accordance with subsection 9(14) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*.

SOR/2010-149, s. 13; SOR/2015-60, s. 37(F).

Trust Agreement

23 (1) The employer and, if the employer is not the administrator of the plan, the administrator shall enter into a trust agreement or shall amend any existing trust agreement it may have with the holder regarding the letters of credit referred to in this Part.

(2) The trust agreement shall provide that

(a) the holder shall hold the letters of credit in Canada in trust for the plan;

(b) the definition **default** in subsection 1(1) applies to the agreement;

(c) the employer shall immediately notify, in writing, the holder and the Superintendent and, if the employer is not the administrator of the plan, the administrator of a default;

(d) if not otherwise notified under paragraph (c), the administrator shall notify, in writing, the holder and the Superintendent of a default immediately after becoming aware of it;

(e) on receipt of the notice referred to in paragraph (c) or (d), the holder shall immediately make a demand for payment of the face amount of all of the letters of credit held in respect of the plan;

(f) on receipt of a written notice of default from any person other than the employer or the administrator, the holder shall

(i) immediately notify, in writing, the employer, the administrator and the Superintendent of the notice; and

21 Si des lettres de crédit distinctes ont été obtenues pour chaque exercice, une lettre de crédit n'a pas à être renouvelée automatiquement après la cinquième année suivant l'exercice pour lequel elle a été obtenue.

22 Si la valeur nominale des lettres de crédit obtenues ou maintenues pour un exercice donné aux termes de la présente partie est inférieure à la somme exigée aux termes du paragraphe 19(2) pour cet exercice, l'employeur comble la différence soit en augmentant la valeur nominale des lettres de crédit, soit en versant des paiements supplémentaires au fonds de pension au plus tard le jour du prochain versement effectué conformément au paragraphe 9(14) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*.

DORS/2010-149, art. 13; DORS/2015-60, art. 37(F).

Convention de fiducie

23 (1) L'employeur et, si celui-ci n'est pas l'administrateur du régime, l'administrateur concluent avec le détenteur une convention de fiducie portant sur les lettres de crédit visées à la présente partie. Ils peuvent aussi modifier une convention existante.

(2) La convention de fiducie prévoit les modalités suivantes :

a) le détenteur conserve en fiducie les lettres de crédit, au Canada, pour le compte du régime;

b) la définition de **défaut** prévue au paragraphe 1(1) s'applique à la convention;

c) l'employeur avise sans délai, par écrit, le détenteur, le surintendant et, s'il n'est pas l'administrateur du régime, l'administrateur de tout défaut;

d) sauf dans le cas visé à l'alinéa c), l'administrateur qui constate tout défaut en avise sans délai, par écrit, le détenteur et le surintendant;

e) sur réception de l'avis de défaut visé aux alinéas c) ou d), le détenteur demande sans délai le versement de la valeur nominale de toutes les lettres de crédit applicables au régime;

f) sur réception d'un avis écrit de défaut provenant d'une personne qui n'est ni l'administrateur ni l'employeur, le détenteur :

(i) en avise sans délai par écrit l'employeur, l'administrateur et le surintendant,

(ii) demande le versement de la valeur nominale de toutes les lettres de crédit applicables au régime à

(ii) make a demand for payment of the face amount of all of the letters of credit held in respect of the plan unless the administrator provides a written notice to the holder within 30 days after receipt of the notice that the default has not occurred;

(g) when a holder makes a demand for payment of a letter of credit held for the plan, it shall notify, in writing, the employer, the administrator and the Superintendent that it has made the demand;

(h) the holder shall immediately notify, in writing, the employer, the administrator and the Superintendent if the issuer does not pay the face amount of a letter of credit after a demand for payment has been made,

(i) the holder shall not make a demand for payment if a letter of credit expires without being renewed, or the face amount is being reduced, in accordance with this Part;

(j) the administrator shall notify the holder of any circumstance when a letter of credit may expire, or when the face amount of a letter of credit may be reduced, in accordance with this Part; and

(k) the administrator shall provide the holder with a copy of the statements referred to in paragraph 24(1)(e) and subsection 24(2) and with a copy of the written notice referred to in paragraph 30(a).

SOR/2015-60, s. 38(F).

24 [Repealed, SOR/2015-60, s. 39]

Statement to Members

25 When the administrator provides the written statement under paragraph 28(1)(b) of the Act, the administrator shall also provide the following information:

- (a)** the amount of the initial solvency deficiency;
- (b)** the fact that the deficiency is to be funded in accordance with this Part by equal annual payments over a period not exceeding 10 years; and
- (c)** the aggregate face amount of all of the letters of credit that are held by the holder in respect of the plan.

Reduction of the Face Amount of a Letter of Credit

26 (1) The face amount of a letter of credit may be reduced, effective the beginning of a plan year, by

moins que l'administrateur lui confirme par écrit au plus tard trente jours après la réception de l'avis qu'aucun défaut n'est survenu;

g) lorsque le détenteur demande le versement de la valeur nominale d'une lettre de crédit, il en avise par écrit l'employeur, l'administrateur et le surintendant;

h) lorsque l'émetteur ne verse pas la valeur nominale de la lettre de crédit à la suite d'une demande de versement, le détenteur en avise sans délai, par écrit, l'employeur, l'administrateur et le surintendant;

i) le détenteur ne peut demander le versement si la lettre de crédit vient à échéance sans être renouvelée ou si sa valeur nominale est réduite aux termes de la présente partie;

j) l'administrateur avise le détenteur de toutes les circonstances dans lesquelles la lettre de crédit peut venir à échéance ou la valeur nominale de celle-ci peut être réduite aux termes de la présente partie;

k) l'administrateur remet au détenteur une copie des déclarations visées à l'alinéa 24(1)e) et au paragraphe 24(2) ainsi qu'une copie de l'avis écrit visé à l'alinéa 30a).

DORS/2015-60, art. 38(F).

24 [Abrogé, DORS/2015-60, art. 39]

Relevé aux participants

25 Lorsque l'administrateur établit le relevé visé à l'alinéa 28(1)b) de la Loi, il y indique aussi les renseignements suivants :

- a)** le montant du déficit initial de solvabilité;
- b)** le fait que le déficit initial de solvabilité est capitalisé conformément à la présente partie par des versements annuels égaux sur une période ne dépassant pas dix ans;
- c)** la valeur nominale totale de toutes les lettres de crédit remises au détenteur à l'égard du régime.

Réduction de la valeur nominale de la lettre de crédit

26 (1) La valeur nominale d'une lettre de crédit peut, à compter du début de l'exercice, être réduite :

(a) the amount by which the aggregate amount of payments that the employer has made to the pension fund in the previous plan year exceeds the total of the required special payments and the normal cost of the plan for that year as shown in an actuarial report; or

(b) the amount by which the aggregate face amount of all of the letters of credit that are held by the holder in respect of the plan exceeds the amount set out in paragraph 19(2)(a) or (b), as the case may be.

(2) The face amount of the letter of credit shall not be reduced following a default.

SOR/2011-85, s. 20.

New Solvency Deficiency

27 (1) Despite section 9 of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, a solvency deficiency that emerges after the day on which the initial solvency deficiency emerged shall be calculated as the amount by which the solvency liabilities exceed the sum of the following amounts:

(a) the adjusted solvency asset amount,

(b) the present value of special payments made under section 19 if at least one of those payments is due more than five years after the valuation date, and

(c) the present value of the going concern special payments that were used to fund the initial solvency deficiency that are due during the period beginning on the valuation date and ending on the 10th anniversary of the date of emergence of the initial solvency deficiency if at least one of those payments is due more than five years after the valuation date.

(2) The interest rate used to determine the present value of the special payments referred to in subsection (1) is the same as the interest rate used to determine the solvency liabilities.

SOR/2010-149, s. 14.

Failure to Pay Letter of Credit

28 On receipt of the notice from a holder that an issuer has not paid the face amount of a letter of credit after a demand for payment has been made, the employer shall remit to the pension fund no later than 30 days after the day on which the demand for payment was made, an amount equal to the face amount of that letter of credit.

a) du total des sommes versées par l'employeur au fonds de pension au cours de l'exercice précédent, duquel est soustraite une somme égale au total des paiements spéciaux exigés et des coûts normaux du régime pour cet exercice selon le rapport actuariel;

b) d'une somme qui est égale à la valeur nominale totale de toutes les lettres de crédit remises au détenteur à l'égard du régime et de laquelle est soustraite la somme visée à l'alinéa 19(2)a) ou b), selon le cas.

(2) La valeur nominale de la lettre de crédit ne peut être réduite après la survenance d'un défaut.

DORS/2011-85, art. 20.

Nouveau déficit de solvabilité

27 (1) Malgré l'article 9 du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, le déficit de solvabilité qui survient après la survenance du déficit initial de solvabilité correspond à l'excédent du passif de solvabilité sur le total des montants suivants :

a) le montant rajusté de l'actif de solvabilité;

b) la valeur actualisée des paiements spéciaux versés au titre de l'article 19, si un ou plusieurs d'entre eux sont dus plus de cinq ans après la date d'évaluation;

c) la valeur actualisée des paiements spéciaux de continuité utilisés pour capitaliser le déficit initial de solvabilité qui sont dus au cours de la période commençant à la date d'évaluation et se terminant au dixième anniversaire de la date de survenance du déficit initial, si un ou plusieurs d'entre eux sont dus plus de cinq ans après la date d'évaluation.

(2) Le taux d'intérêt servant au calcul de la valeur actualisée des paiements spéciaux mentionnés au paragraphe (1) est le même que celui servant au calcul du passif de solvabilité.

DORS/2010-149, art. 14.

Manquement au versement

28 Sur réception de l'avis du détenteur précisant que l'émetteur n'a pas versé la valeur nominale de la lettre de crédit à la suite d'une demande de versement, l'employeur verse au fonds de pension, dans les trente jours suivant la demande, une somme égale à la valeur nominale de la lettre de crédit.

Occurrence of Default

29 (1) If a default occurs, the amount by which the aggregate amount of special payments that would have been remitted to the pension fund in accordance with Part 1 from the day on which the initial solvency deficiency emerged, as adjusted to take into account the reductions in special payments resulting from the application of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, plus interest, exceeds the aggregate amount of special payments made to the pension fund in accordance with this Part, plus interest, shall immediately be remitted to the pension fund.

(2) Except if a plan is fully terminated, the administrator shall have an actuarial report prepared — in which the present value of the special payments referred to in subsection 19(1) shall be zero — valuing the plan as at the last day of the plan year in which the default occurs.

(3) Any remaining initial solvency deficiency disclosed by the actuarial report prepared in accordance with subsection (2) shall be calculated by including as an asset any amount remitted to the pension fund in accordance with subsection (1) and the remaining initial solvency deficiency shall be considered to have emerged as of the day on which the initial solvency deficiency emerged.

(4) The remaining initial solvency deficiency calculated under subsection (3) shall be funded by special payments sufficient to liquidate that initial solvency deficiency by equal annual payments over a period not exceeding five years minus the number of years that the plan was funded in accordance with this Part.

SOR/2010-149, s. 15; SOR/2011-85, s. 21; SOR/2015-60, s. 40(F).

Ceasing 10-year Funding

30 (1) A plan may cease to be funded in accordance with this Part, beginning on the first day of a plan year, if

(a) the administrator gives written notice to the Superintendent not later than six months after the beginning of that plan year;

(b) the amount by which the aggregate amount of special payments that would have been remitted to the pension fund in accordance with Part 1 from the day on which the initial solvency deficiency emerged, as adjusted to take into account the reductions in special payments resulting from the application of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, plus interest, exceeds the aggregate amount of special payments

Survenance d'un défaut

29 (1) En cas de défaut, est versé sans délai au fonds de pension l'excédent du total des paiements spéciaux qui auraient été versés au fonds de pension en application de la partie 1 depuis la survenance du déficit initial de solvabilité — lesquels paiements sont ajustés pour tenir compte des réductions de paiements spéciaux résultant de l'application du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* et majorés de l'intérêt applicable — sur le total des paiements spéciaux versés au fonds de pension en application de la présente partie et des intérêts.

(2) Sauf dans le cas de la cessation totale d'un régime, l'administrateur fait établir un rapport actuariel — dans lequel la valeur actualisée des paiements spéciaux visés au paragraphe 19(1) est égale à zéro — évaluant le régime au dernier jour de l'exercice au cours duquel le défaut survient.

(3) Le déficit initial de solvabilité restant, le cas échéant, établi dans le rapport actuariel visé au paragraphe (2) — lequel est calculé compte tenu de la somme qui a été versée au fonds de pension conformément au paragraphe (1), à titre d'actif — est réputé être survenu à la date de survenance du déficit initial de solvabilité.

(4) Le déficit initial de solvabilité restant calculé conformément au paragraphe (3) est capitalisé par des paiements spéciaux consistant en des versements annuels égaux suffisants pour l'éliminer sur une période ne dépassant pas cinq ans de laquelle est soustrait le nombre d'années pendant lesquelles le régime a été capitalisé conformément à la présente partie.

DORS/2010-149, art. 15; DORS/2011-85, art. 21; DORS/2015-60, art. 40(F).

Retrait de la capitalisation sur dix ans

30 (1) Il peut être mis fin à une capitalisation entreprise conformément à la présente partie à compter du premier jour d'un exercice si les conditions ci-après sont réunies :

a) l'administrateur envoie un avis écrit à cet effet au surintendant au plus tard six mois après le début de l'exercice;

b) l'excédent du total des paiements spéciaux qui auraient été versés au fonds de pension en application de la partie 1 depuis la survenance du déficit initial de solvabilité — lesquels paiements sont rajustés pour tenir compte des réductions de paiements spéciaux résultant de l'application du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension* et majorés de

made to the pension fund in accordance with this Part, plus interest, shall be remitted to the pension fund at least 30 days before the plan's year end; and

(c) an actuarial report is prepared in accordance with subsection 29(2) and any remaining initial solvency deficiency is calculated and funded in accordance with subsections 29(3) and (4) as if a default occurred, except that the actuarial report shall be prepared valuing the plan as of the first day of the plan year in which funding ceases.

(2) Paragraphs (1)(b) and (c) do not apply if the face amount of the letters of credit obtained to fund the plan under this Part is included as a solvency asset as defined in subsection 2(1) of the *Pension Benefit Standards Regulations, 1985*.

SOR/2010-149, s. 16; SOR/2011-85, s. 22; SOR/2015-60, s. 41(F).

Cease to Be in Force

31 These Regulations cease to be in force on February 1, 2019.

Coming into Force

32 These Regulations come into force on the day on which they are registered.

l'intérêt applicable — sur le total des paiements spéciaux versés au fonds de pension en application de la présente partie et des intérêts, est versé au fonds de pension au moins trente jours avant la fin de l'exercice;

c) un rapport actuariel est établi conformément au paragraphe 29(2) et le déficit initial de solvabilité restant, le cas échéant, est calculé et capitalisé conformément aux paragraphes 29(3) et (4) comme si un défaut était survenu, sauf que le rapport actuariel évalue le régime au premier jour de l'exercice au cours duquel il a été mis fin à la capitalisation.

(2) Les alinéas (1)b) et c) ne s'appliquent pas dans le cas où la valeur nominale des lettres de crédit obtenues pour capitaliser le régime au titre de la présente partie est prise en compte dans le calcul de l'actif de solvabilité au sens du paragraphe 2(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*.

DORS/2010-149, art. 16; DORS/2011-85, art. 22; DORS/2015-60, art. 41(F).

Cessation d'effet

31 Le présent règlement cesse d'avoir effet le 1^{er} février 2019.

Entrée en vigueur

32 Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

RELATED PROVISIONS

— SOR/2010-149, s. 28

28 A reference to an “unfunded liability” in these Regulations includes a reference to an “initial unfunded liability” as defined in subsection 9(1) of the *Pension Benefits Standards Regulations, 1985*, as it read immediately before this section comes into force.

— SOR/2010-149, s. 30

30 These Regulations do not apply to a plan to which the *Canadian Press Pension Plan Solvency Deficiency Funding Regulations* apply.

DISPOSITIONS CONNEXES

— DORS/2010-149, art. 28

28 La mention de « passif non capitalisé » dans le présent règlement vaut mention de « passif initial non capitalisé » au sens du paragraphe 9(1) du *Règlement de 1985 sur les normes de prestation de pension*, dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur du présent article.

— DORS/2010-149, art. 30

30 Le présent règlement ne s'applique pas au régime capitalisé en application du *Règlement sur la capitalisation du déficit de solvabilité du régime de retraite de la Presse canadienne*.